

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1902.

**Projet de loi relatif à la revision des traitements des juges de paix
et des greffiers ⁽¹⁾.**
**Proposition de loi concernant la régularisation des augmentations de traitements
des greffiers et greffiers adjoints des cours et tribunaux du royaume ⁽²⁾.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽³⁾, PAR M. DESTRÉE.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi déposé dans la séance du 28 mai 1901 par MM. Borboux, Renkin, Hymans, Colfs, F. Cambier et Carton de Wiart (n° 176) s'est réunie à diverses reprises.

Elle s'est déclarée unanimement sympathique au principe du projet et a décidé de demander au Gouvernement s'il n'entrait pas dans ses intentions de saisir la Législature de propositions en ce sens.

L'honorable M. Vanden Heuvel, ministre de la Justice, a déposé dans la séance du 20 novembre 1901, un projet qui a été renvoyé à l'examen de la Commission chargée de délibérer sur le projet dû à l'initiative de MM. Borboux et consorts.

Les auteurs de ce projet de loi ont alors déclaré à la commission qu'en présence des propositions du Gouvernement, ils croyaient pouvoir retirer leur projet primitif. La Commission a décidé, en conséquence, de borner son examen au projet de M. Vanden Heuvel (n° 11).

Les articles 2 à 9 de ce projet n'ont donné lieu à aucune observation et la Commission en propose l'adoption.

(1) N° 11.

(2) N° 176 (Session de 1900-1901).

(3) La Commission était composée de M. BEGEREM, *président*, DESTRÉE, NEUJEAN, VAN CLEEMPUTTE, LE PAIGE.

Elle croit seulement devoir attirer l'attention du Gouvernement et de la Chambre sur une équivoque qui pourrait résulter du texte de l'article 8 : faut-il comprendre dans les mots « traitements actuels » le droit aux augmentations fixées par la loi du 23 novembre 1889 ? Elle prie l'honorable ministre de la Justice de déclarer s'il entend ou non dans ce sens la disposition de l'article 8.

Quant à l'article 1^{er}, il a été signalé :

1^{re} Que l'article 78 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire permet de nommer greffier adjoint d'une cour d'appel celui qui aura été secrétaire du parquet pendant cinq ans. Il semble donc qu'il serait juste de permettre à ceux qui se trouveraient dans ce cas de faire état, pour les augmentations de leur traitement, non seulement de leurs services antérieurs en qualité de greffiers adjoints, ainsi que le prévoit le projet du Gouvernement, mais aussi de ses services en qualité de secrétaire du parquet.

La Commission s'est déclarée favorable à un amendement dans ce sens.

2^o Que si le projet de loi donne satisfaction aux réclamations des greffiers-adjoints des tribunaux de première instance de 1^{re} classe et des greffiers des justices de paix des première et deuxième classes, il n'en est pas de même en ce qui concerne les greffiers-adjoints des tribunaux de 2^e et 3^e classe et des greffiers des justices de paix des 3^e et 4^e classes, pour lesquels le projet du Gouvernement est moins favorable que la législation actuelle. Si l'on additionne les augmentations prévues d'une part par le régime existant, d'autre part par le projet, on constate que, depuis la dixième jusqu'à la trente et unième année, celles-ci sont moins élevées que celles-là. Les greffiers se sont plaints vivement de ces conséquences du projet.

La Commission a pensé qu'il y avait lieu de faire droit à leurs réclamations.

3^o Quelques modifications qui n'altèrent point sensiblement les dispositions proposées par l'honorable Ministre de la Justice et qui ne doivent entraîner qu'une légère majoration de dépenses ont été instamment réclamées par les intéressés.

La Commission a cru pouvoir se rallier à leur manière de voir et vous propose d'amender le projet en conséquence.

4^o Enfin, comme un certain nombre de greffiers de justices de paix sont d'anciens greffiers adjoints du tribunal, et réciproquement, il paraît juste de les admettre à faire valoir, pour l'augmentation de leurs traitements, tous leurs services antérieurs, sans distinguer s'ils ont été prestés ou non exclusivement près de la juridiction cantonale.

La Commission a cru devoir indiquer à quelle époque le projet entrerait en vigueur. En effet, les intéressés, se fondant sur les paroles de M. le Ministre de la Justice, à la Chambre, le 10 juillet 1901 (*Annales*, p. 1853), et au Sénat, le 31 juillet suivant (*Annales*, p. 527), avaient demandé que la loi fût déclarée applicable, avec rétroactivité depuis le 1^{er} janvier 1902. Le Gouvernement n'ayant point fait de proposition en ce sens, la Commission a pensé qu'il ne fallait voir dans les paroles de l'honorable Ministre de la Justice que de simples prévisions, sans engagement formel. Elle a cru, dès

lors, afin de simplifier la comptabilité, régler l'applicabilité de la loi, comme il est dit à l'article 10. Toutefois, si le Gouvernement consentait à demander la mise en vigueur de la loi à dater du 1^{er} janvier 1902, la Commission se rallierait sans difficulté à cette manière de voir.

Les conclusions du rapport ont été adoptées à l'unanimité.

Le Rapporteur,

J. DESTRÉE.

Le Président,

V. BEGEREM.



Projet présenté par le Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Les traitements inférieurs des greffiers en chef, des greffiers et des greffiers adjoints de la Cour de cassation, des cours d'appel, de la Cour militaire, des tribunaux de première instance et de commerce, des conseils de guerre et des justices de paix, tels qu'ils sont fixés par les dispositions légales actuellement en vigueur, seront périodiquement majorés d'après les bases ci-après indiquées :

Il est accordé une augmentation de traitement :

1, a) de 300 francs aux greffiers en chef des Cours de cassation et d'appel, aux greffiers de la Cour militaire et des tribunaux de première instance et de commerce, et aux greffiers-adjoints des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de commerce ;

b) de 250 francs aux greffiers des conseils de guerre de 1^{re} classe et aux greffiers-adjoints des tribunaux de première instance de 1^{re} classe ;

c) de 200 francs aux greffiers des conseils de guerre de 2^e et de 3^e classe, aux greffiers adjoints de la Cour militaire et des tribunaux de première instance de 2^e et de 3^e classe ;

d) de 150 francs aux greffiers adjoints des conseils de guerre,

après chaque période de cinq années de fonctions effectives dans une ou plusieurs de ces juridictions.

Tekst aangeboden door de Regering.

EERSTE ARTIKEL.

De minste jaarwedden van de hoofdgriffiers, van de griffiers en de toegevoegde griffiers bij het Hof van verbreking, de hoven van beroep, het Krijsgerechtshof, de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, de krijgsraden en de vrederechten, zooals die door de thans van kracht zijnde wetsbepalingen zijn vastgesteld, worden, op vaste tijdstippen, naar de volgende grondslagen verhoogd :

Worden vermeerderd :

1, a) met 300 frank, de jaarwedden van de hoofdgriffiers bij de Hoven van verbreking en van beroep, van de griffiers bij het Krijsgerechtshof en bij de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en van de toegevoegde griffiers bij de Hoven van verbreking en van beroep en bij de rechtbanken van koophandel ;

b) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 1^{ste} klasse en van de toegevoegde griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der 1^{ste} klasse ;

c) met 200 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 2^{de} en der 3^{de} klasse, van de toegevoegde griffiers bij het Krijsgerechtshof en bij de rechtbanken van eersten aanleg der 2^{de} en der 3^{de} klasse ;

d) met 150 frank, de jaarwedden der toegevoegde griffiers bij de krijgsraden, na elk tijdperk van vijf jaren werkelijke ambtsbediening bij ééne of verscheidene dier rechtsmachten.

Projet proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

(1^{er} alinéa, comme ci-contre.)

Il est accordé une augmentation de traitement :

I. de 300 francs aux greffiers en chef de la cour de cassation et des cours d'appel et aux greffiers des tribunaux de première instance et de commerce après chaque période de 5 ans d'exercice à une ou plusieurs de ces fonctions.

II, a) de 300 francs aux greffier de la Cour militaire et aux greffier adjoints des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de commerce ;

b) de 250 francs aux greffiers des conseils de guerre de 1^{re} classe et aux greffiers adjoints des tribunaux de première instance ;

c) de 200 francs aux greffiers des conseils de guerre de 2^e et de 3^e classe et aux greffiers adjoints de la Cour militaire ;

d) de 150 francs aux greffiers adjoints des conseils de guerre ;

Tekst aangeboden door de Commissie.

ARTIKEL EÉN.

(1^{ste} alinea, zooals hiernevens.)

Worden vermeerderd :

I. met 300 frank, de jaarwedden van de hoofdgriffiers bij het Hof van cassatie en bij de Hoven van beroep, alsmede die van de griffiers der rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, na elk tijdperk van 5 jaren ambtsbediening bij eene of verscheidene dier rechtsmachten.

II, a) met 300 frank de jaarwedden van den griffier bij het Krijsgerechtshof en van de toegevoegde griffiers bij de Hoven van Cassatie en van beroep en bij de rechtbanken van koophandel ;

b) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 1^{ste} klasse en van de toegevoegde griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg ;

c) met 200 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 2^{de} en der 3^{de} klasse, alsmede die van de toegevoegde griffiers bij het Krijsgerechtshof.

d) met 150 frank, de jaarwedden der toegevoegde griffiers bij de krijgsraden ;

Projet présenté par le Gouvernement

II, a) de 300 francs aux greffiers des justices de paix de 1^{re} classe ;

b) de 250 francs aux greffiers des justices de paix de 2^e classe ;

c) de 200 francs aux greffiers des justices de paix de 3^e classe ;

d) de 150 francs aux greffiers des justices de paix de 4^e classe,

après chaque période de cinq années d'exercice effectif de leurs fonctions dans la juridiction cantonale.

ART. 2.

Il n'est pas tenu compte du temps pendant lequel l'intéressé n'a pas joui de son traitement.

ART. 3.

Les augmentations de traitement prennent cours à partir du premier du mois qui suit l'expiration de la période quinquennale, telle qu'elle est déterminée par les dispositions qui précèdent.

ART. 4.

Sont abrogées les dispositions des lois du 23 novembre 1889 et du 15 juin 1899, concernant les traitements moyens et supérieurs des juges de paix et des greffiers, ainsi que la dernière phrase de l'article premier de la loi du 21 juillet 1899 concernant les juges des paix.

ART. 5.

Les greffiers en chef, greffiers, greffiers-adjoints et commis-greffiers qui

Tekst aangeboden door de Regeering.

II, a) met 300 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 1^{ste} klasse ;

b) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 2^{de} klasse ;

c) met 200 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 3^{de} klasse ;

d) met 150 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 4^{de} klasse,

na elk tijdperk van vijf jaren *werkelijke ambtsuitoefening* bij de kantonale rechtsmacht.

ART. 2.

De tijd, gedurende welken de belanghebbende zijne jaarwedde niet genoot, wordt niet medegerekend.

ART. 3.

De vermeerderingen van jaarwedde gaan in met den eersten der maand volgende op het verstrijken van het vijfjarig tijdperk, zooals dit in de voorgaande bepalingen is vastgesteld.

ART. 4.

Zijn ingetrokken, de bepalingen der wetten van 23 November 1889 en 15 Juni 1899, rakende de gemiddelde en de hoogste jaarwedden van vrederechters en griffiers, alsmede de laatste zinsnede van artikel 1 der wet van 21 Juli 1899 betreffende de vrederechters.

ART. 5.

De hoofdgriffiers, griffiers, toegevoegde griffiers en griffiersklerken die aan

Projet proposé par la Commission.

e) de 300 francs aux greffiers des justices de paix de 1^{re} classe ;

f) de 250 francs aux greffiers des justices de paix de 2^e et de 3^e classes ;

g) de 190 francs aux greffiers des justices de paix de 4^e classe,

après chaque période de cinq années de fonctions effectives, soit dans une ou plusieurs de ces juridictions, soit en qualité de secrétaire d'un parquet.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Tekst aangeboden door de Commissie.

e) met 300 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 1^{ste} klasse ;

f) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 2^{de} en der 3^{de} klasse ;

g) met 190 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 4^{de} klasse,

na elk tijdperk van vijf jaren werkelijke ambtsbediening, hetzij bij ééne of bij verscheidene dier rechtsmachten, hetzij als secretaris van een parket.

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

Projet présenté par le Gouvernement.

manquent aux devoirs de leur charge ou qui compromettent la dignité de leur caractère, peuvent être suspendus de leurs fonctions par l'autorité qui a le droit de les révoquer.

La suspension a une durée de 15 jours au moins et de 6 mois au plus; elle emporte privation de traitement pendant sa durée.

ART. 6.

La même mesure peut être prise par les premiers présidents et les présidents à l'égard des messagers des cours et des tribunaux; par les procureurs généraux et les procureurs du Roi à l'égard de leurs secrétaires, employés et messagers; par les greffiers en chef et les greffiers à l'égard de leurs employés.

Dispositions transitoires.

ART. 7.

Les traitements des juges de paix en fonctions depuis sept ans au moins au moment de la mise en vigueur de la présente loi, continueront d'être liquidés d'après les dispositions précédemment en vigueur des lois des 25 novembre 1889 et du 21 juillet 1899.

ART. 8.

Les greffiers en chef, greffiers et greffiers-adjoints en fonctions au moment de la mise en vigueur de la présente loi conserveront, à titre personnel, leurs traitements actuels, pour autant qu'ils soient supérieurs à ceux résultant des dispositions qui précèdent.

Tekst aangeboden door de Regering.

hunne ambtsverplichtingen te kort komen of de waardigheid van hun karakter in gevaar brengen, kunnen in hunne bediening worden geschorst door de overheid die bevoegd is om ze te ontzetten.

De schorsing geschiedt minstens voor 15 dagen en hoogstens voor 6 maanden, met verlies van bezoldiging gedurende dien tijd.

ART. 6.

Dergelijke maatregel kan door de eerste voorzitters en door de voorzitters getroffen worden ten opzichte van de boden bij de hoven en rechtbanken; door de procureurs-generaal en de procureurs des Konings, ten opzichte van hunne secretarissen, beambten en boden; door de hoofdgriffiers en griffiers, ten opzichte van hunne beambten.

Overgangsbepalingen.

ART. 7.

De jaarwedden van de vrederechters, die, bij het in werking treden van deze wet, sedert ten minste zeven jaar in dienst zijn, zullen blijven uitbetaald worden overeenkomstig de bepalingen der wetten van 25 November 1889 en 21 Juli 1899 die vroeger van kracht waren.

ART. 8.

De hoofdgriffiers, griffiers en toegevoegd-griffiers die in dienst zijn bij het in werking treden van deze wet, behouden, voor hen persoonlijk, hunne huidige jaarwedden in zooverre die meer bedragen dan de jaarwedden, hun krachtens voorgaande bepalingen toe te leggen.

Projet proposé par la Commission.

Tekst aangeboden door de Commissie.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

(Zooals hiernevens.)

Dispositions transitoires.

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

Overgangsbepalingen.

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

ART. 8.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

(Zooals hiernevens.)

Projet présenté par le Gouvernement.

Tekst aangeboden door de Regering.

ART. 9.

Les augmentations de traitement auxquelles les greffiers en chef et les greffiers auront droit en vertu des dispositions de la présente loi, seront imputées sur le montant des indemnités mentionnées à l'article 21 de la loi du 25 novembre 1889.

ART. 9.

De vermeerderingen van jaarwedde, waarop de hoofdgriffiers en de griffiers, krachtens de bepalingen dezer wet, recht hebben, worden genomen op het bedrag der vergoedingen bedoeld bij artikel 21 der wet van 25 November 1889.



Projet proposé par la Commission.

Tekst aangeboden door de Commissie.

—
ART. 9.

(Comme ci-contre.)

—
ART. 9.

(Zooals hiernevens.)

ART. 10.

La présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} du mois suivant sa promulgation.

ART. 10.

Deze wet treedt in werking te rekenen van den 1^{sten} der maand volgende op hare afkondiging.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1902.

Ontwerp van wet tot herziening der jaarwedde van vrederechters en griffiers ⁽¹⁾.
Wetsvoorstel tot het regelen der verhooging
van de jaarwedde der griffiers bij de hoven en rechtbanken des rijks ⁽²⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽³⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DESTRÉE.

MIJNE HEEREN,

De bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel, ter zitting van 28 Mei 1901 overgelegd door de heeren Borboux, Renkin, Hymans, Colfs, F. Cambier en Carton de Wiart (n^o 176), vergaderde herhaalde malen.

Eenparig verklaarde zij in te stemmen met het beginsel van het voorstel en besliste zij de Regeering te vragen of ze niet van plan was aan de Wetgeving voorstellen in dien zin te doen.

Ter zitting van 29 November 1900. diende de achtbare heer Vanden Heuvel, minister van Justitie, een ontwerp in. dat tot onderzoek werd verzonden naar de Commissie, gelast te beraadslagen over het voorstel der heeren Borboux en medeleden.

De voorstellers verklaarden toen dat zij. na het overleggen der voorstellen van de Regeering, meênden hun eerste ontwerp te mogen intrekken. Bijgevolg besloot de Commissie haar onderzoek te beperken tot het ontwerp des heeren Vanden Heuvel (n^o 11).

Over de artikelen 2 tot 9 werd geene enkele opmerking gemaakt, en de Commissie stelt voor ze aan te nemen.

(1) Wetsontwerp, n^o 11.

(2) Wetsvoorstel, n^o 176 (Zittingsjaar 1900-1901).

(3) De Commissie bestond uit de heeren BEGHEM, voorzitter, DESTRÉE, NUFJEAN, VAN CLEEMPOTTE, LE PAIGE.

Doch ze denkt de aandacht van Regeering en Kamer te moeten vestigen op eene dubbelzinnigheid die zou kunnen voortspruiten uit den tekst van artikel 8 : moet in de woorden « huidige jaarwedden » worden begrepen het recht op de verhoogingen, door de wet van 25 November 1889 bepaald? Zij verzoekt den achtbaren Minister van Justitie te verklaren of hij al dan niet de bepaling van artikel 8 in dien zin begrijpt.

Over artikel 1 werd ingebracht :

1^o Dat artikel 78 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting veroorlooft tot adjunct-griffier bij een beroepshof te benoemen hem die vijf jaar lang secretaris van het parket was. Dus zou het billijk schijnen, diegenen welke in zulken toestand verkeerden, te veroorloven zich, voor de verhooging hunner jaarwedde, niet enkel te beroepen op hunne vorige diensten als adjunct-griffier, zooals door het ontwerp der Regeering wordt voorzien, maar ook op hunne diensten als secretaris van het parket.

De Commissie verklaarde zich voor een amendement in dien zin ;

2^o Dat, zoo het wetsontwerp de klachten der adjunct-griffiers bij rechtbanken van eersten aanleg, 1^{ste} klasse, en der griffiers van vredegerichten, 1^{ste} en 2^e klasse, bevredigt, dit niet het geval is met de adjunct-griffiers der rechtbanken 2^e en 3^e klasse, en met de griffiers van vredegerichten, 3^e en 4^e klasse, wien het ontwerp der Regeering minder voordeelig is dan de bestaande wet. Telt men de verhoogingen samen, die eenerzijds worden voorzien door het bestaande stelsel, anderzijds door het ontwerp, dan zijn deze niet zoo hoog als gene. De griffiers klaagden erg over die gevolgen van het ontwerp.

De Commissie was van oordeel dat er aan hunne klachten gehoor dient gegeven ;

3^o Enkele wijzigingen, die de door den achtbaren Minister van Justitie voorgestelde bepalingen niet gevoelig veranderen en slechts eene geringe verhooging van uitgaven veroorzaken, worden door de belanghebbenden met aandrang gevraagd.

De Commissie dacht zich met hunne zienswijze te mogen vereenigen en stelt u voor, het ontwerp in dien zin te wijzigen ;

4^o Eindelijk, daar sommige griffiers van vredegerichten gewezen adjunct-griffiers bij rechtbanken zijn, en omgekeerd, schijnt het billijk hun te veroorloven voor de verhooging hunner jaarwedde al hunne vroegere diensten te doen gelden, zonder onderscheid of ze al dan niet uitsluitend bij het kantongerecht werden verleend.

De Commissie meende te moeten bepalen wanneer het ontwerp van kracht zou worden. Want de belanghebbenden, steunende op de woorden van den heer Minister van Justitie, ter Kamervergadering van 10 Juli 1901 (*Ann.*, blz. 1853), en in den Senaat den 31ⁿ Juli daarna (*Ann.*, blz. 527), hadden gevraagd dat de wet met terugwerkende kracht in toepassing zou gebracht worden te rekenen van 1 Januari 1902. Vermits de Regeering in dien zin geene voorstellen deed, was de Commissie van oordeel dat er uit de woorden van den achtbaren Minister van Justitie niets anders moet worden afgeleid dan een eenvoudig vooruitzien, zonder nadrukkelijke verbintenis.

Derhalve dacht zij, om het rekenplichtig beheer te vergemakkelijken, het toepassen van de wet te moeten regelen zooals in artikel 10 wordt gezegd. Doch zoo de Regeering toestemt te vragen dat de wet van kracht zal worden te beginnen met 1 Januari 1902, zou de Commissie zich gereedelijk met deze zienswijze vereenigen.

Het besluit van 't verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

J. DESTRÉE.

De Voorzitter,

V. BEGEREM.



Projet présenté par le Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Les traitements inférieurs des greffiers en chef, des greffiers et des greffiers adjoints de la Cour de cassation, des cours d'appel, de la Cour militaire, des tribunaux de première instance et de commerce, des conseils de guerre et des justices de paix, tels qu'ils sont fixés par les dispositions légales actuellement en vigueur, seront périodiquement majorés d'après les bases ci-après indiquées :

Il est accordé une augmentation de traitement :

I, a) de 300 francs aux greffiers en chef des Cours de cassation et d'appel, aux greffiers de la Cour militaire et des tribunaux de première instance et de commerce, et aux greffiers-adjoints des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de commerce ;

b) de 250 francs aux greffiers des conseils de guerre de 1^{re} classe et aux greffiers-adjoints des tribunaux de première instance de 1^{re} classe ;

c) de 200 francs aux greffiers des conseils de guerre de 2^e et de 3^e classe, aux greffiers adjoints de la Cour militaire et des tribunaux de première instance de 2^e et de 3^e classe ;

d) de 150 francs aux greffiers adjoints des conseils de guerre,

après chaque période de cinq années de fonctions effectives dans une ou plusieurs de ces juridictions.

Tekst aangeboden door de Regering.

EERSTE ARTIKEL.

De minste jaarwedden van de hoofdgriffiers, van de griffiers en de toegevoegde griffiers bij het Hof van verbreking, de hoven van beroep, het Krijsgerechtshof, de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, de krijgsraden en de vrederechten, zooals die door de thans van kracht zijnde wetsbepalingen zijn vastgesteld, worden, op vaste tijdstippen, naar de volgende grondslagen verhoogd :

Worden vermeerderd :

I, a) met 300 frank, de jaarwedden van de hoofdgriffiers bij de Hoven van verbreking en van beroep, van de griffiers bij het Krijsgerechtshof en bij de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en van de toegevoegde griffiers bij de Hoven van verbreking en van beroep en bij de rechtbanken van koophandel ;

b) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 1^{ste} klasse en van de toegevoegde griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der 1^{ste} klasse ;

c) met 200 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 2^{de} en der 3^{de} klasse, van de toegevoegde griffiers bij het Krijsgerechtshof en bij de rechtbanken van eersten aanleg der 2^{de} en der 3^{de} klasse ;

d) met 150 frank, de jaarwedden der toegevoegde griffiers bij de krijgsraden, na elk tydperk van vijf jaren werkelijke ambtsbediening bij ééne of verscheidene dier rechtsmachten.

Projet proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

(1^{er} alinéa, comme ci-contre.)

Il est accordé une augmentation de traitement :

I de 300 francs aux greffiers en chef de la cour de cassation et des cours d'appel et aux greffiers des tribunaux de première instance et de commerce après chaque période de 5 ans d'exercice à une ou plusieurs de ces fonctions.

II, a) de 300 francs aux greffier de la Cour militaire et aux greffier adjoints des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de commerce ;

b) de 250 francs aux greffiers des conseils de guerre de 1^{re} classe et aux greffiers adjoints des tribunaux de première instance ;

c) de 200 francs aux greffiers des conseils de guerre de 2^e et de 3^e classe et aux greffiers adjoints de la Cour militaire ;

d) de 150 francs aux greffiers adjoints des conseils de guerre ;

Tekst aangeboden door de Commissie.

ARTIKEL ÉÉN.

(1^{ste} alinea, zooals hiernevens.)

Worden vermeerderd :

I. met 300 frank, de jaarwedden van de hoofdgriffiers bij het Hof van cassatie en bij de Hoven van beroep, alsmede die van de griffiers der rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, na elk tijdperk van 5 jaren ambtsbediening bij eene of verscheidene dier rechtsmachten.

II, a) met 300 frank de jaarwedden van den griffier bij het Krijsgerechtshof en van de toegevoegde griffiers bij de Hoven van cassatie en van beroep en bij de rechtbanken van koophandel ;

b) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 1^{ste} klasse en van de toegevoegde griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg ;

c) met 200 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden der 2^{de} en der 3^{de} klasse, alsmede die van de toegevoegde griffiers bij het Krijsgerechtshof.

d) met 150 frank, de jaarwedden der toegevoegde griffiers bij de krijgsraden ;

Projet présenté par le Gouvernement.

II, a) de 500 francs aux greffiers des justices de paix de 1^{re} classe ;

b) de 250 francs aux greffiers des justices de paix de 2^e classe ;

c) de 200 francs aux greffiers des justices de paix de 3^e classe ;

d) de 150 francs aux greffiers des justices de paix de 4^e classe,

après chaque période de cinq années d'exercice effectif de leurs fonctions dans la juridiction cantonale.

ART. 2.

Il n'est pas tenu compte du temps pendant lequel l'intéressé n'a pas joui de son traitement.

ART. 3.

Les augmentations de traitement prennent cours à partir du premier du mois qui suit l'expiration de la période quinquennale, telle qu'elle est déterminée par les dispositions qui précèdent.

ART. 4.

Sont abrogées les dispositions des lois du 25 novembre 1889 et du 15 juin 1899, concernant les traitements moyens et supérieurs des juges de paix et des greffiers, ainsi que la dernière phrase de l'article premier de la loi du 21 juillet 1899 concernant les juges des paix.

ART. 5.

Les greffiers en chef, greffiers, greffiers-adjoints et commis-greffiers qui

Tekst aangeboden door de Regering.

II, a) met 300 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 1^{ste} klasse ;

b) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 2^{de} klasse ;

c) met 200 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 3^{de} klasse ;

d) met 150 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vrederechten der 4^{de} klasse,

na elk tijdperk van vijf jaren werkelijke ambtsuitoefening bij de kantonale rechtsmacht.

ART. 2.

De tijd, gedurende welken de belanghebbende zijne jaarwedde niet genoot, wordt niet medegerekend.

ART. 3.

De vermeerderingen van jaarwedde gaan in met den eersten der maand volgende op het verstrijken van het vijfjarig tijdperk, zooals dit in de voorgaande bepalingen is vastgesteld.

ART. 4.

Zijn ingetrokken, de bepalingen der wetten van 25 November 1889 en 15 Juni 1899 rakende de gemiddelde en de hoogste jaarwedden van vrederechters en griffiers, alsmede de laatste zinsnede van artikel 1 der wet van 21 Juli 1899 betreffende de vrederechters.

ART. 5.

De hoofdgriffiers, griffiers, toegevoegde griffiers en griffiersklerken die aan

Projet proposé par la Commission.

e) de 300 francs aux greffiers des justices de paix de 1^{re} classe ;

f) de 250 francs aux greffiers des justices de paix de 2^e et de 3^e classes ;

g) de 190 francs aux greffiers des justices de paix de 4^e classe,

après chaque période de cinq années de fonctions effectives, soit dans une ou plusieurs de ces juridictions, soit en qualité de secrétaire d'un parquet.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Tekst aangeboden door de Commissie.

e) met 300 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vredegerichten der 1^{ste} klasse ;

f) met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vredegerichten der 2^{de} en der 3^{de} klasse ;

g) met 190 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vredegerichten der 4^{de} klasse,

na elk tijdperk van vijf jaren werkelijke ambtsbediening, hetzij bij ééne of bij verscheidene dier rechtsmachten, hetzij als secretaris van een parket.

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

Projet présenté par le Gouvernement.

manquent aux devoirs de leur charge ou qui compromettent la dignité de leur caractère, peuvent être suspendus de leurs fonctions par l'autorité qui a le droit de les révoquer.

La suspension a une durée de 15 jours au moins et de 6 mois au plus; elle emporte privation de traitement pendant sa durée.

ART. 6.

La même mesure peut être prise par les premiers présidents et les présidents à l'égard des messagers des cours et des tribunaux; par les procureurs généraux et les procureurs du Roi à l'égard de leurs secrétaires, employés et messagers; par les greffiers en chef et les greffiers à l'égard de leurs employés.

Dispositions transitoires.

ART. 7.

Les traitements des juges de paix en fonctions depuis sept ans au moins au moment de la mise en vigueur de la présente loi, continueront d'être liquidés d'après les dispositions précédemment en vigueur des lois des 25 novembre 1889 et du 21 juillet 1899.

ART. 8.

Les greffiers en chef, greffiers et greffiers adjoints en fonctions au moment de la mise en vigueur de la présente loi conserveront, à titre personnel, leurs traitements actuels, pour autant qu'ils soient supérieurs à ceux résultant des dispositions qui précèdent.

Tekst aangeboden door de Regering.

hunne ambtsverplichtingen te kort komen of de waardigheid van hun karakter in gevaar brengen, kunnen in hunne bediening worden geschorst door de overheid die bevoegd is om ze te ontzetten.

De schorsing geschiedt minstens voor 15 dagen en hoogstens voor 6 maanden, met verlies van bezoldiging gedurende dien tijd.

ART. 6.

Dergelijke maatregel kan door de eerste voorzitters en door de voorzitters getroffen worden ten opzichte van de boden bij de hoven en rechtbanken; door de procureurs-generaal en de procureurs des Konings, ten opzichte van hunne secretarissen, beambten en boden; door de hoofdgriffiers en griffiers, ten opzichte van hunne beambten.

Overgangsbepalingen.

ART. 7.

De jaarwedden van de vrederechters, die, bij het in werking treden van deze wet, sedert ten minste zeven jaar in dienst zijn, zullen blijven uitbetaald worden overeenkomstig de bepalingen der wetten van 25 November 1889 en 21 Juli 1899 die vroeger van kracht waren.

ART. 8.

De hoofdgriffiers, griffiers en toegevoegde griffiers die in dienst zijn bij het in werking treden van deze wet, behouden, voor hen persoonlijk, hunne huidige jaarwedden in zoverre die meer bedragen dan de jaarwedden, hun krachtens voorgaande bepalingen toe te leggen.

Projet proposé par la Commission.

Tekst aangeboden door de Commissie.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

(Zooals hiernevens.)

Dispositions transitoires.

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

Overgangsbepalingen.

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

ART. 8.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

(Zooals hiernevens.)

Projet présenté par le Gouvernement.

Tekst aangeboden door de Regering.

ART. 9.

Les augmentations de traitement auxquelles les greffiers en chef et les greffiers auront droit en vertu des dispositions de la présente loi, seront imputées sur le montant des indemnités mentionnées à l'article 21 de la loi du 25 novembre 1889.

ART. 9.

De vermeerderingen van jaarwedde, waarop de hoofdgriffiers en de griffiers, krachtens de bepalingen dezer wet, recht hebben, worden genomen op het bedrag der vergoedingen bedoeld bij artikel 21 der wet van 25 November 1889.



Projet proposé par la Commission.

Tekst aangeboden door de Commissie.

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 9.

(Zooals hiernevens.)

ART. 10.

La présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} du mois suivant sa promulgation.

ART. 10.

Deze wet treedt in werking te rekenen van den 1^{sten} der maand volgende op hare afkondiging.

